

RENEW EUROPE.

Commission DROI

Renew Europe est convaincu que dans un ordre mondial en mutation, nous sommes plus forts ensemble et plus faibles lorsque nous restons chacun de notre côté. Ainsi, le RE entend faire valoir et protéger les droits des peuples autochtones dans le monde. L'Union européenne étant un acteur international de premier plan, elle doit tirer profit de son impact global important en matière de droits humains, d'enjeux environnementaux et de développement.

Comme le constate la Commission, si l'ensemble des États membres a adhéré à la *Déclaration des Nations-Unies sur les Droits des peuples autochtones* de 2007, instrument juridiquement non contraignant, seuls 5 pays européens ont ratifié la *Convention 169 relative aux peuples indigènes et tribaux* de l'Organisation Internationale du Travail qui elle est juridiquement contraignante. Ce constat est alarmant et appelle les institutions européennes et les États membres à agir rapidement à l'échelle européenne et internationale.

Le RE souhaite une juste représentation des peuples autochtones au sein des institutions dans une Union réellement démocratique. Nous soutenons également une coopération en matière de protection de l'environnement et de développement économique. En effet, l'Union européenne dispose bien d'un système des droits humains mais les États n'intègrent guère les droits des peuples autochtones dans leurs législations notamment en matière industrielle et commerciale. Il est temps d'y remédier. Le RE condamne toute violation des droits des populations autochtones engendrée dans un contexte commercial et soutient qu'il faut contrôler qu'aucun financement de l'UE n'aboutisse à supporter de telles violations. Il s'agit également d'imposer un tel contrôle à l'échelle nationale afin de garantir plus d'efficacité. Nous croyons qu'une coopération en matière commerciale serait plus que profitable pour l'ensemble des acteurs concernés.

Le RE prône ainsi une union qui protège les droits des populations autochtones, qui lutte contre les discriminations dont ces populations sont victimes et qui valorise l'entente et le respect à l'échelle nationale, institutionnelle et mondiale.